

de dispositions contraires et formelles contenues dans la présente loi, la durée du droit d'auteur comprendra la vie de l'auteur et une période de cinquante ans après sa mort.»

Le Canada adhère maintenant à la Convention universelle sur le droit d'auteur. Ainsi, les œuvres des auteurs canadiens sont actuellement protégées aux États-Unis sans la formalité de l'enregistrement obligatoire et sans l'obligation d'imprimer aux États-Unis, pourvu que la première édition de l'œuvre porte, bien en vue, le symbole © suivi du nom du propriétaire de l'œuvre et de l'année de publication.

La protection du droit d'auteur s'étend aux disques, rouleaux perforés, films cinématographiques et autres moyens de reproduction mécanique. La loi vise à accorder aux auteurs canadiens pleine protection dans leur pays, dans le Commonwealth, dans les pays étrangers membres de l'Union des droits d'auteur et aux États-Unis. La protection des dessins de fabrique, et des marques de bois est assurée par la loi sur les dessins industriels et les étiquettes syndicales et la loi sur le marquage des bois. La Division des droits d'auteur du Bureau des brevets conserve les registres de ces dessins et marques.

**6.—Droits d'auteur, dessins de fabrique et marques de bois enregistrés, années terminées le 31 mars 1962-1966**

Détail	1962	1963	1964	1965	1966
Droits d'auteur..... nombre	6,479	7,279	7,098	7,244	7,720
Dessins de fabrique..... "	684	788	814	846	1,030
Marques de bois..... "	1	3	2	1	3
Cessions..... "	1,213	1,279	1,165	1,021	2,421
Honoraires encaissés, net..... \$	28,634	31,145	31,040	32,818	37,651

**Marques de commerce\*.**—Le Bureau des marques de commerce du ministère du Registraire général du Canada applique la loi sur les marques de commerce (S.C. 1952-1953, chap. 49) qui s'étend à l'enregistrement et à l'usage des marques de commerce et a remplacé, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1954, les mesures antérieures appliquées en vertu de la loi sur la concurrence déloyale, la loi sur les étiquettes syndicales et la loi sur l'enregistrement des marques syndicales. Toute demande relative à l'enregistrement d'une marque de commerce ou à l'usage d'une marque de commerce doit être adressée au Registraire des marques de commerce, à Ottawa.

Le *Trade Marks Journal*, publié chaque semaine, donne le détail de chaque marque de commerce enregistrée et de chaque usager inscrit. Un droit de \$25 est exigé pour la demande d'enregistrement d'une marque de commerce, de \$15 pour l'avis d'une demande et de \$20 pour l'inscription d'un usager.

**7.—Marques de commerce enregistrées, années terminées le 31 mars 1962-1966**

Détail	1962	1963	1964	1965	1966
Enregistrements..... nombre	4,438	4,620	4,905	4,824	5,097
Cessions..... "	3,335	2,887	3,534	3,685	3,508
Renouvellements..... "	1,961	2,657	3,105	2,821	2,727
Copies authentiques établies..... "	1,412	1,529	1,415	1,866	24,137
Droits perçus, net..... \$	336,213	346,387	363,481	388,682	412,568

**Subventions et primes au charbon†.**—Un des grands problèmes de l'industrie houillère du Canada tient à ce que les gisements soient situés très loin des principaux marchés de consommation des provinces d'Ontario et de Québec, alors que ces marchés se trouvent à proximité des gisements de charbon bitumineux et d'antracite des États-Unis. Les subventions au transport, plus ou moins considérables depuis 30 ans, ont pour

\*Revu par le registraire des marques de commerce, ministère du Registraire général du Canada, Ottawa.

† Revu par l'Office fédéral du charbon, Ottawa.